

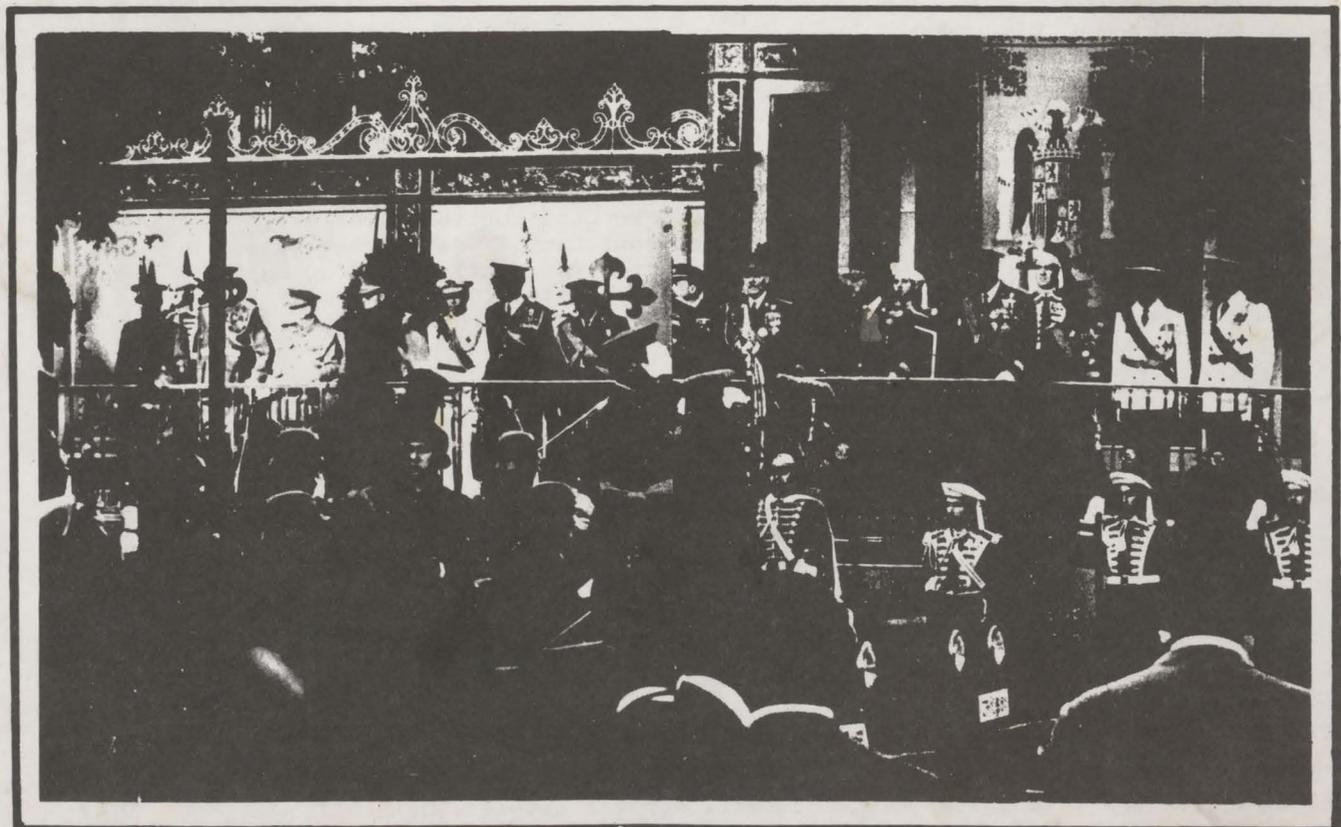
1975 June



SUR

LE PROBLEME

NATIONAL BASQUE et la lutte armée



-La crise de direction du mouvement nationaliste en Euskadi-qui est = le produit de l'incapacité de la petite bourgeoisie et de l'impasse == que représente l'orientation militariste-laisse un vide sur le terrain de la résolution du problème national. Si le phénomène de ETA(V) ne peut disparaître qu'avec le problème National Basque lui-même, il est certain que ce courant passera, chaque fois davantage, au second plan pour ce == qui est de donner les réponses à ce problème national.

Pour l'ETA(VI)-LCR, la réponse globale et correcte se situe dans: la défense du droit à l'auto-détermination d'Euskadi et == dans la libre union dans le cadre d'une République Socialiste Ibérique.

9e

1)PNV=Parti National Basque, de caractère cléricalo-réactionnaire; était une composante du gouvernement Basque Autonome de 38-39. Son dirigeant, Antoine Aguirre, était président de ce gouvernement.

2)Il faut signaler ici que la colonisation d'Euskadi, pour les théoriciens nationalistes, est le fait de 2 métropoles: Madrid mais aussi == Paris. C'est donc les deux versants d'un pays basque réunifié que désigne pour eux le terme d'Euskadi.

3)Après la scission de 66 jusqu'à 69, leur nom sera ETA-BERRI(ETA- = NOUVELLE).

4)SAIOAK signifie "Essais"

Note de l'équipe de traduction

Nous sommes bien conscients du fait que cette brochure ne peut prétendre restituer tout l'acquis théorique et politique qui est celui de l'ETA VI-LCR sur cette question. Cependant nous voulons participer, avec elle, à une clarification nécessaire. C'est pour cela que nous choisissons ici non d'"élaborer" nous même une quintessence, mais de traduire certains articles, à notre avis les plus significatifs, venant des élaborations récentes de la LCR-ETA VI, sur ce problème passionnant et délicat, décisif et crucial et pourtant torturé en tous sens, et dénaturé, même si c'est, souvent, de manière passionnée et "honnête".

RESOLUTION SUR LA LUTTE CONTRE L'OPPRESSION NATIONALE D'EUSKADI

1-Du point de vue historique, l'oppression nationale résulte de l'incapacité de la Bourgeoisie à assumer ses tâches politiques dans la phase d'ascension du capitalisme. Dans les pays où l'instauration du capitalisme comme mode de production dominant ne s'est pas == accompagné d'une révolution démocratique == bourgeoise (comme en Russie tsariste ou en Espagne), les nationalités ont été englobées dans le cadre d'un Etat et d'un seul marché par la voie de la coercition. Dans ces pays, la répression constante de la libre = expression culturelle et politique des minorités nationales a présidé aux relations entre celles-ci et le gouvernement central.

Dans l'Etat espagnol, la présence au sein = de l'appareil d'Etat - à côté des grands capitalistes - de la noblesse féodale et de = l'oligarchie agraire les plus rétrogrades == d'une part, et d'autre part la faiblesse de la bourgeoisie montante incapable d'éliminer ces secteurs et d'approfondir la révolution bourgeoise vont déterminer, au sein de la nouvelle classe dominante l'apparition d'une série de différenciations politiques qui, dans les nationalités périphériques industrialisées, vont s'orienter vers le nationalisme.

Cependant, au cours de chaque explosion = sociale significative, cette bourgeoisie va montrer sa faiblesse dans sa tendance à pactiser avec l'oligarchie capitaliste plutôt = que de susciter contre elle des initiatives

politiques audacieuses. En même temps, le secteur nationaliste va démontrer (dans ce contexte) son incapacité à résoudre la question nationale. A partir de la 1ère guerre = mondiale, début de l'ère de la révolution = prolétarienne, cette incapacité de la bourgeoisie à prendre la tête de quelque type de combat que ce soit pour la démocratie (y = compris pour la liberté nationale) n'ira qu'en s'accroissant.

Au cours de chaque crise sociale(1917 = 1923...) on pourra vérifier que c'est surtout la peur du Prolétariat qui détermine les options finales de ces bourgeoisies (" nationales " ou "centralistes").

La période révolutionnaire de la II° République va confirmer ce fait, prouvant aussi bien l'incapacité de la bourgeoisie à résoudre définitivement la question, que la tendance de cette même bourgeoisie "démocratique" à concéder certaines réformes (statut d'autonomie) susceptibles de canaliser le mécontentement vers des voies compatibles avec le système, contrôlant le mouvement en prévision d'une explosion révolutionnaire. Cette période prouve également la capacité de la bourgeoisie nationaliste à dévier le mouvement vers la défense des intérêts "nationaux" (c'est à dire: de ceux de la bourgeoisie autochtone = dans les périodes de montées des luttes.).

En Euskadi, l'industrialisation ne se produit qu'à partir du dernier tiers du XIX° Siècle. Bénéficiant des derniers progrès de la technique européenne développée, la transformation industrielle du pays se produit à des rythmes très rapides, et la fusion entre le capital =

financier et industriel très précoce. Les classes moyennes formées autour - et prématurément écartées de tout rôle social vont exprimer leur mécontentement au moyen du nationalisme qui, fusionnant avec des secteurs d'origine agraire-carlistes (écartés eux aussi) va se traduire par une idéologie cléricalo-raciste.

Durant toute son histoire, le PNV (partido Nacionalista Vasco) véhiculera - sur la base de cette idéologie - une option interclassiste: la revendication particulière de ces classes moyennes, opposées aussi bien au grand capital qu'au prolétariat, dont les immigrés forment une part de plus en plus grande, sera présentée comme correspondant aux intérêts du "peuple entier", de l'ensemble de la communauté opprimée dans sa nationalité. Dans les périodes critiques (et en particulier pendant la II^e République) cet appât interclassiste sera utilisé pour dévier les énergies révolutionnaires libérées par la montée de la lutte des classes vers la solidarité entre les classes de la nation. Le statut de 36 va être le moyen choisi par la bourgeoisie pour s'assurer le contrôle du mouvement national et empêcher que ne se consolident les conquêtes politiques et sociales de la classe ouvrière au début de la guerre. L'attitude abstentionniste face à la répression nationale des organisations ouvrières traditionnelles (en particulier le PSOE) ne va pas favoriser l'apparition de ruptures importantes au sein du mouvement national et l'alliance révolutionnaires de celui-ci avec la classe ouvrière.

Dans l'après-guerre - et face à une oppression et une répression féroces - la méfiance du PNV va montrer son impuissance à répondre par une résistance organisée et mettre toutes ses expériences dans l'intervention des alliés, multipliant les initiatives diplomatiques tendant à favoriser la reconnaissance par les Bourgeoisies Européennes et américaines du "gouvernement basque en exil".

En réaction contre ce nationalisme pacifique et inefficace va surgir dans les années 60, un mouvement radical-nationaliste dont l'activité va rendre difficile en Euskadi la répétition de la manœuvre d'intégration partielle (par des concessions sur les terrains de la culture et de la langue) essayée par la dictature en Catalogne. Les trois causes principales en sont la plus grande politisation du mouvement basque par rapport au catalan, le déplacement du poids politique fondamental de la moyenne à la petite bourgeoisie et les méthodes d'actions directes mises en pratique avec la répression qui en découle - par les radicaux-nationalistes.

Parallèlement, la montée du mouvement ouvrier durant les 10 dernières années va produire des différenciations successives au sein

du radical nationalisme. Les scissions de ETA (celles de 66 et de 70 en particulier) sont exemplaires de cette décantation en direction de la classe ouvrière, avec une dynamique de rupture idéologique et politique avec le nationalisme.

2- Les organisations ouvrières traditionnelles ont toujours abordé la question de l'oppression nationale à partir d'un point de vue purement formel, la considérant plus comme un obstacle à franchir que comme facteur révolutionnaire dont on doit tenir compte dans la marche à la Révolution.

L'obligation que nous avons, nous communistes, de profiter au maximum de la plus petite brèche de toutes les contradictions du capitalisme et parallèlement de "proposer, aviver et résoudre toute question démocratique d'ordre général" (Lénine) se situe aux antipodes de la conception réformiste (qui en cela coïncide avec les anarchistes) pour laquelle la question nationale n'est rien d'autre qu'"un préjugé bourgeois", et d'autre part "a été dépassée par le développement des forces productives".

Pour analyser une question sociale, dit Lénine, "le marxisme exige expressément qu'on la situe dans un cadre historique déterminé; de plus, s'il s'agit d'un seul pays (par exemple du programme national pour un pays donné) il faut tenir compte des particularités concrètes qui distinguent ce pays des autres dans les limites d'une seule et même époque historique.

Notre époque n'est plus celle du capitalisme ascendant, du réveil de la conscience nationale à travers la bourgeoisie révolutionnaire, mais celle de l'impérialisme. Autrement, l'époque où "capitalisme développé, en rapprochant de plus en plus les nations, desormais totalement intégrées au circuit commercial, place au premier plan l'antagonisme entre le capital fusionné à l'échelle mondiale et le mouvement ouvrier international" (Lénine). Mais ce qui en découle, ce n'est pas que le combat doit être abandonné ("pour ne pas aller contre l'histoire") aux mains de la bourgeoisie, mais au contraire que le combat politique préciser et être impulsé dans le cadre de la lutte prolétarienne contre le capitalisme en liaison constante avec les consignes socialistes de la Révolution. Certainement, à l'époque de l'internationalisation du capital, les différences entre nations ont tendance à disparaître; mais rien n'autorise à considérer ce facteur économique comme le seul existant, en faisant abstraction par exemple, des formes politiques sur lesquelles cette internationalisation se produit. C'est dans ce sens que la détermination économique est insuffisante et que Lénine exige que l'on tienne compte aussi de la réalité spécifique de chaque pays à l'intérieur de cette détermination générale (l'impérialisme). Dans l'état esgnot, cette internationalisation du capitalisme se produit dans le cadre de la dictature franquiste, dont la destruction ouvrira la voie à un processus de Révolution Socialiste.

C'est donc à l'intérieur des limites de la lutte contre la dictature à l'époque de l'im-



-périalisme (c'est à dire à l'ère de la révolution prolétarienne) que nous devons situer = le problème. Plus concrètement: dans le processus de lutte qui, partant de la lutte prolétarienne pour la démocratie (mais en constante interrelation avec les objectifs socialistes) débouche sur la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est à dire dans le cadre de la Révolution Permanente.

Mais à son tour, la considération du caractère dictatorial du régime qui opprime les nationalités d'Euskadi et de Catalogne, a été exercée par les métropoles sur les pays coloniaux ou sur des minorités nationales sur-exploitées à l'intérieur d'une métropole donnée (noirs aux USA):

- parce que la coincidence avec des zones qui ont connu un développement supérieur à celui du reste du pays, il s'y est produite une structuration de classe qui correspond à celle d'un pays capitaliste avancé,

- a cause de la nécessité de ce que la lutte pour le droit à l'autodétermination de la Catalogne et d'Euskadi soit accompagnée d'un constant combat contre le nationalisme (diviseur de la classe: appât interclassiste),

- parce que la lutte à lieu dans la phase impérialiste du capitalisme, où la Bourgeoisie a cessé d'être une classe révolutionnaire, Les Communistes devront sans cesse associer la lutte contre l'oppression nationale de ces nationalités à la lutte du prolétariat de toutes les nationalités péninsulaires contre le capitalisme, à la lutte pour la Révolution Socialiste.

A ce sujet, deux erreurs homologues doivent être évitées:

- l'attitude économiste, qui déduit de la centralisation irréversible du capitalisme (centralisation qui suppose un progrès historique dans la mesure où elle prépare les bases matérielles pour l'instauration du Socialisme) l'impossibilité de réaliser à l'époque actuelle le droit des nations à leur autodétermination.

- l'attitude subjectiviste qui déduit l'imposcroissance du capitalisme de satisfaire les demandes démocratiques de masse (y compris la demande de liberté nationale des nationalités opprimées), le caractère directement pro-socialiste d'une telle revendication. C'est à dire que la lutte pour l'autodétermination finirait par remettre en question les bases mêmes du système: que étant donné le caractère irrécupérable de la revendication, la participation de secteurs populaires de plus en plus importants = dans le combat amènerait ces secteurs à une compréhension socialiste des tâches à accomplir à une conscience de la nécessité de la révolution prolétarienne.

L'attitude marxiste révolutionnaire, se construit en opposition à ces deux simplifications unilatérales du problème. En premier lieu, la revendication du droit à l'autodétermination se situe sur un terrain strictement politique (et non économique). En second lieu, il n'y a pas de détermination absolue, inconditionnelle de la forme politique concrète en ce qui concerne la base matérielle, économique: "la démocratie politique n'est qu'une des formes possibles (bien qu'en théorie elle soit absolument normale pour le capitalisme pur) de superstructure du capitalisme. Comme les faits l'ont démontré, le capitalisme et l'impérialisme se développent sous toutes les formes politiques les subordonnent toutes. Ceci explique qu'il soit absolument faux, du point de vue théorique, de prétendre impossible la réalisation = d'une des formes et d'une des revendications démocratiques". (Lénine).

Du fait indubitable que l'autodétermination de même que les autres revendications démocratiques ne sont réalisables dans la phase impérialiste du capitalisme, que d'une manière = implicite, tronquée et à titre exceptionnel " (Lénine), il ne faut pas en déduire que nous = devons renoncer à la bataille " perdue d'avance", ni qu'il soit possible de considérer = cette revendication tellement irréalisable = par la Bourgeoisie qu'elle déboucherait nécessairement sur une dynamique socialiste. Ceci se déduit du caractère strictement politique de la revendication d'autodétermination.

Les Communistes, avant-garde de la classe = ouvrière, doivent être les combattants les = plus décidés pour toute revendication politique insatisfaite. Ceci parce que " seul le = prolétariat peut être le combattant d'avant-garde pour la liberté politique et pour les = institutions démocratiques puisqu'en premier lieu, c'est lui qui subit le plus durement l'oppression politique, alors qu'il n'y a rien = chez lui pour l'atténuer" (Lénine). Mais, en = même temps, ils (les Communistes) ne pourront = pas faire abstraction des conditions historiques concrètes dans lesquelles leurs luttes = se situent; et, conscients qu'une revendication politique démocratique peut toujours être récupérée par la Bourgeoisie afin de dévier l'attention des masses vers des objectifs compatibles avec le maintien du système, ils ne = présentent pas cette revendication isolée, mais dans un contexte où les revendications démocratiques, transitoires et socialistes sont en relation mutuelles dans une dynamique anticapitaliste.

3-Lénine écrit: "De même que l'Humanité ne peut arriver à l'abolition des classes qu'en passant par la période transitoire de la dictature de la classe opprimée, de même, elle ne pourra arriver à la fusion inévitable des = nations qu'en passant par la période transitoire de libération complète de toutes les = nations opprimées, c'est-à-dire, pour elles, la liberté d'indépendance." L'objectif est donc = la fusion internationale de toutes les nations; et l'autodétermination est le moyen d'atteindre ce but. En effet, la forme qui permet = d'atteindre cette fusion n'est pas indifférente. Aucun Etat Ouvrier ne pourrait, sans trahir l'internationalisme prolétarien (qui exige et part de l'égalité des droits des prolétaires de toutes les nations) imposer l'unification forcée, sans leur consentement, à ces nations ou nationalités. L'autodétermination signifie le droit pour toute nation ou nationalité de se séparer, pour former un état indépendant ou s'unir avec d'autres états. L'ex-

istence effective de ce droit est la seule manière de résoudre définitivement l'oppression nationale. Et parallèlement, la seule méthode qui rend possible une union dans des conditions d'égalité. En effet, cette égalité ne peut se concrétiser politiquement que dans la possibilité, la même pour toutes les nations de s'ériger en état national.

Parce qu'il s'agit justement d'une question == politique, aucun succédané culturel, administratif, etc... ne sera capable de la résoudre.

L'alternative que propose le PCE ("contre l'oppression d'Euskadi, le Statut et un gouvernement), rentre dans le cadre de son actuelle croisade pour gagner les secteurs les plus conservateurs du nationalisme Basque ("plus conservateurs donc d'autant plus censés" paraît être son point de vue). Il ne cesse d'adresser des appels à ces forces afin qu'"Euskadi cesse l'obstacle du Pacte pour la liberté" et que == soit mis sur pied l'équivalent de l'Assemblée de Catalogne, comme ce fût dit dans une résolution du VIII^e Congrès. La tentative réformiste de canaliser les énergies révolutionnaires engendrées par la lutte contre l'oppression nationale vers la voie du Pacte avec la Bourgeoisie "antimonopolistique", devait nécessairement conduire à la rencontre avec les bureaucrates du PNV. Le statut est le point de rendez-vous.

Il s'agit d'une "solution" qui ne résoud rien. Pas seulement par son caractère anti-démocratique (que représente aujourd'hui le fantomatique "gouvernement basque"?) mais parce qu'elle ferme la voie à la seule solution vraiment démocratique: l'oppression nationale d'Euskadi ne sera résolue que lorsque le peuple basque aura le pouvoir de décider lui-même, == librement, s'il désire ou pas se séparer et == former son propre état. Déjà en 1936, le Statut a été utilisé par la Bourgeoisie pour canaliser les énergies révolutionnaires du mouvement d'émancipation du peuple basque dans des limites compatibles avec la "légalité républicaine". C'est-à-dire: avec le maintien de la propriété privée. Aujourd'hui comme hier == les Réformistes contribuent à aplanir le chemin de la bourgeoisie.

Au contraire, pour les Révolutionnaires, lutter pour la liberté d'Euskadi, c'est lutter == pour le droit à la séparation.

Mais notre attitude n'a rien à voir avec le nationalisme/. Ni la Bourgeoisie, ni la petite bourgeoisie n'ont été capables d'en finir avec l'oppression nationale à l'époque où ces classes exprimaient encore un contenu révolutionnaire. Aujourd'hui, seul le prolétariat, entraînant des secteurs opprimés d'autres couches populaires est capable de résoudre radicalement le problème. Mais dans la mesure où == il résoud précisément une question qui non == seulement la concerne lui en tant que classe mais concerne aussi tout le peuple, il doit définir clairement son camp idéologique et politique: l'internationalisme. Le point de vue de classe exige la subordination des droits et intérêts de telle ou telle nation aux intérêts généraux du prolétariat et de la Révolution. C'est pourquoi les révolutionnaires de = la nation opprimée doivent affirmer, comme question de principe, l'unité fondamentale, comme classe et insistant sur la solidarité de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, aussi bien celle de la nation oppressive que celle de ==

leur propre nation. C'est pourquoi aussi, sur la base formelle du respect de la liberté de décision de la nation opprimée, le prolétariat à l'heure de matérialiser l'alternative séparation/intégration, optera pour la solution la plus favorable du point de vue des intérêts == généraux du prolétariat international et de =

la Révolution Socialiste.

En étroite relation avec ce point de vue, notre décision devra être prise en tenant compte des possibilités d'utilisation à des fins réactionnaires de la consigne de "libre autodétermination" par la bourgeoisie. Si face à une montée de la lutte révolutionnaire dans tout l'Etat, la bourgeoisie basque essaie s'utiliser le droit à l'indépendance pour soustraire Euskadi de l'embrasement révolutionnaire en créant un Etat Bourgeois Indépendant ("Katanguisant Euskadi"), nous serons partisans de l'union et nous dénoncerons cette manoeuvre par tous les moyens

Si un autre type de circonstance (par exemple une attitude érronée de la part des organisations ouvrières) amenait un accroissement de la défiance de la nationalité opprimée envers le peuple de la nationalité majoritaire, au point d'empêcher toute cohabitation amicale dans le cadre d'un seul état, nous Communistes, nous pourrions, sans trahir les principes de l'Internationalisme, nous prononcer pour l'indépendance d'Euskadi dans le but précisément d'effacer cette méfiance et avec la perspective de favoriser dans l'avenir, après cette phase de séparation, une union plus stable et plus durable

D'autres circonstances (en relation par exemple avec la possibilité de concrétiser sur des bases nouvelles la consigne "Pour les Etats Unis Socialistes d'Europe" ou avec les contradictions même du capitalisme, etc...) pourraient également entraîner une option favorable à la séparation. Mais ce qui est décisif c'est que l'objectif reste toujours celui de l'union la = plus large possible et sur la base d'une égalité absolue. La décision que nous prendrons le sera en fonction du chemin que l'on jugera le plus apte pour mener à cet objectif. Et toujours en tenant compte des intérêts généraux du == prolétariat international et de la construction du socialisme.

Mais toutes ces hypothèses n'empêchent pas = les Marxistes Révolutionnaires de défendre dès maintenant LA LIBRE UNION DE TOUS LES PEUPLES SOUMIS A L'ETAT ESPAGNOL, comme option qui actuellement leur paraît le plus en accord avec = la situation économique, sociale et politique, et en même temps de faire de cette consigne un axe d'éducation internationaliste et de lutte contre l'idéologie nationaliste petite bourgeoise d'Euskadi.

La théorie marxiste sur la question nationale exige que le centre de gravité de l'éducation internationaliste des ouvriers des pays = oppresseurs, se base sur la défense absolue de la LIBERTE DE SEPARATION des pays opprimés. Et inversement, le Communiste de la nation opprimée doit prendre comme centre de gravité de = l'éducation internationaliste la consigne de = LIBRE UNION entre les nations soumises à un = même état.

Il est indubitable que la création de mini Etats ne favorise pas la construction du Socialisme. Si déjà, à l'état actuel de développement des forces productives, les états capitalistes actuels sont un cadre trop étroit, ils = le seront encore plus face à la construction = socialisme, étape où les forces productives doivent se développer beaucoup plus et beaucoup plus rapidement. C'est pourquoi la perspective la plus normale et la plus probable sera

celle de favoriser une union immédiate == dans le cadre d'un même état .Cela dit, nous refusons la voie coercitive pour l'intégration. Le droit à la liberté de séparation est le seul moyen de rendre possible une union sur la base de l'égalité absolue.Lié à cela,et malgré les considérations générales de la construction du Socialisme,nous Communistes,non seulement nous nous engageons à respecter la volonté exprimée par les masses de la nationalité opprimée,quelle qu'elle soit,mais,de plus,nous pouvons appuyer l'option de sécession,dans des circonstances déterminées -aujourd'hui imprévisibles- comme étape transitoire vers une fusion ultérieure,= une fois surmontées les conditions immédiatement défavorables. Comme nous le disions auparavant,cette perspective est de = toute manière peu probable .

Ainsi donc,en défendant dès aujourd'hui l'option de l'union,nous ne perdons pas de vue que l'union véritable ne peut que se baser sur l'égalité des droits des travailleurs des différentes nationalités.En = incluant dans notre programme la consigne de "LIBRE UNION DES PEUPLES SOUMIS A L'ETAT ESPAGNOL",nous les Marxistes Révolutionnaires,en même temps que nous nous engageons à défendre le droit à l'autodétermination d'Euskadi,jusqu'à ses conséquences ultimes,nous avançons l'option qui nous semble le plus en accord avec les intérêts du prolétariat dans la situation = actuelle.

En ce qui concerne la forme dont doit se concrétiser le droit à l'autodétermination,au moment venu,nous pensons qu'elle doit passer par un plébiscite populaire = auquel prendraient part,à partir de 16 ans tous les citoyens résidant en Euskadi et n'ayant pas été privés de leurs droits civiques.C'est-à-dire toutes la population = excepté les personnes qui auront été liées directement à l'appareil répressif,les = grands capitalistes,les fascistes notoires etc...

4-L'apparition d'une nouvelle avant-garde à caractère de masse,non contrôlée par le PC, et capable d'intervenir d'une manière autonome dans les luttes,constitue une des caractéristiques fondamentales de la période actuelle de la lutte de classe dans l'Etat espagnol.Cette nouvelle avant-garde-dont l'expression politique et le = principal support organisationnel sont constitués par les organisations d'Extrême Gauche,mais qu'on ne peut réduire à la somme de ces dernières_ a déjà montré sa = capacité à prendre des initiatives autonomes,susceptibles,dans des conditions données,d'entraîner de larges secteurs de masses(des mêmes masses influencées dans les "périodes normales" par les réformistes) et de déborder,au cours de la lutte,leur= attentisme(voie pacifique-alliance avec la bourgeoisie-participation à la CNS(syndicat national)etc...).Cette nouvelle avant-garde résulte de la radicalisation qui s'est faite autour des divers foyers de lutte. Le mouvement étudiant a été,historiquement,le premier de ces pôles de ruptures avec le PC;cependant,des secteurs =

significatifs de la jeunesse ouvrière ont = reproduit ce phénomène au sein du mouvement ouvrier(en particulier autour des commissions ouvrières). Mais en Euskadi,vient s'ajouter à ces 2 secteurs le courant spécifique de radicalisation représenté par le mouvement de lutte contre l'oppression nationale. Courant qui,à son tour,atteint particulièrement,outre les milieux ouvriers et étudiant même,le mouvement populaire autour des ikastolas et la lutte dans les villages.

La lutte contre l'oppression nationale d'Euskadi,véhiculée par les activités de l'ETA a constitué en effet durant les années 60,un pôle de radicalisation très actif de toute = une frange de secteurs petits-bourgeois et = ouvriers.Ce courant de radicalisation a joué en Euskadi un rôle par certains côtés similaire à celui du mouvement étudiant à Barcelone et à Madrid au cours des années de la = "libéralisation"(64-67) dans la mesure où il a précédé(dans un processus non pas linéaire mais combiné) la phase de montée du mouvement ouvrier.Au cours des 10 dernières années,la lutte nationale(dirigée par la petite-bourgeoisie) a occupé le premier plan de la lutte contre la dictature en Euskadi.

Ce fait est en relation avec divers facteurs:en premier lieu avec la caractère explosif des contradictions superstructurelles dans la phase actuelle de la lutte des classes dans l'Etat espagnol et de l'incapacité de la bourgeoisie de donner aux demandes démocratiques des masses une autre = réponse que la répression;et aussi de la = forme spécifique que prend,à travers l'ETA = la lutte contre l'oppression nationale:l'activisme militaire qui,à son tour,explique = l'existence de niveaux de répression qualitativement différents de ceux existants = dans d'autres zones.Mais surtout,ce rôle = important a été lié à la relative faiblesse du mouvement ouvrier qui, après avoir été = éliminé par la répression franquiste,n'avait pas encore atteint la phase de recomposition rapide qui débute avec Burgos.

Mais la perte croissante de ce rôle de premier plan ne signifie pas un arrêt de la = lutte nationale.Malgré une répression sanglante,la dictature n'a pas réussi à éliminer mais au contraire, a radicalisé le combat = contre l'oppression nationale. Le fait que,au cours des 12 mois allant de l'Aberri Eguna = 72 à la même date de 73,il y ait eu 5 combattants nationalistes,militants d'ETA(V),assassinés au cours d'accrochages armés avec la police et la garde civile,nous indique le niveau de radicalisation atteint par la lutte. Mais parallèlement,qu'aucun de ces assassinats n'ait donné lieu à des ripistes de masse (comme cela était arrivé pour l'assassinat = d'Etxebarrieta ou pour la condamnation à mort d'Arrizabalaga)constitue un indice non = seulement d'ETA(V) (et du mouvement nationaliste en général) d'établir des liens organiques stables avec le mouvement de masse,mais aussi et surtout de la perte de poids de l' = activité nationaliste dans l'ensemble de la lutte de classe ici et maintenant.

Mais, en aucune manière,la lutte pour les libertés démocratiques(et entre autre la liberté nationale) n'a perdu de son actualité = n'est maintenant " moins importante" qu'avant

Justement, la recomposition du mouvement ouvrier s'est faite sur la base de mobilisations politiques contre la torture, dans lesquelles le combat pour les revendications démocratiques ont joué un rôle très important. Au cours des dernières années en effet, les grandes explosions de type VIgo, El Ferro ou Pampelune où la capacité du mouvement ouvrier a entraîné dans la lutte d'autres secteurs d'autres classes et couches exploitées est devenue manifeste, se sont caractérisées par une tendance nette à la politisation rapide du conflit, même lorsque celui-ci avait pour origine des revendications purement économiques. Ceci dépassait rapidement les sphères de relation ouvrier/parton pour prendre tout de suite la forme de combats de masse contre la dictature: les consignes autour des libertés démocratiques (association, réunion, presse, etc...) unies à celle de la répression (dissolution de la BPS, etc) s'articulaient facilement, non seulement sur les banderolles mais aussi dans la compréhension des combattants, avec les consignes immédiates autour de l'origine et du développement du conflit même (40 heures, réintégration des licenciés...)

Mais dans ce contexte, ce n'est pas la revendication démocratique de liberté nationale qui a perdu de son "importance" ou de son "actualité", c'est la forme nationaliste de l'aborder. La recomposition du mouvement ouvrier s'est traduite, entre autres choses, par sa capacité croissante à assumer la lutte pour les revendications démocratiques en conférant à cette lutte une dimension plus massive et révolutionnaire. Et, dans ce contexte, l'étape actuelle, en ce qui concerne la lutte contre l'oppression nationale, est transitoire: la petite-bourgeoisie nationaliste n'est plus capable de continuer à jouer, en Euskadi, le premier rôle dans la lutte contre la dictature, en polarisant autour d'elle des secteurs des autres classes y compris le prolétariat. Mais le prolétariat n'a pas encore assumé la lutte contre l'oppression nationale au point d'être capable, de façon continue, de susciter des luttes de masse contre cette oppression, en entraînant les autres secteurs opprimés.

Ceci est dû à une série de facteurs historiques et politiques. Le processus de radicalisation et de politisation de toute une frange de la jeunesse basque autour de la lutte nationale, s'est fait totalement en marge des organisations ouvrières classiques, aussi bien à cause de leur abstentionisme traditionnel face à la question nationale, que de l'orientation pacifique préconisée par elles. C'est-à-dire que la rupture de ces secteurs radicalisés avec le nationalisme se fait en direction de certains courants d'Extrême-Gauche. Ceci considéré du point de vue de l'organisation, nous pouvons constater que les détachements successifs du tronc initial radical-nationaliste détachements avec une dynamique de rupture avec cette idéologie a engendré, à part quelques petits groupes - 3 organisations: MCE, ETA (mino) et VI qui, par leur impact et leur implantation, sont aujourd'hui avec l'ORT, les 3 principaux noyaux organisatifs à la gauche du PC en Euskadi. A notre avis, il ne faut pas négliger l'ouverture d'un processus de différenciation politique au sein de l'ETA(V) sembla-

ble à celui qui, il y a 3 ans, a conduit à la scission entre ceux que l'on appelait à l'époque les "militaires" et ce qui devait de venir la VI.

Mais il ne s'agit pas seulement des organisations en tant que telles (ou de leurs militants), mais aussi de secteurs plus larges qu'elles influencent et qui ont parcouru avec elles ce processus de radicalisation - secteurs qui après la rupture avec le nationalisme constituent aujourd'hui une des composantes principales de cette nouvelle avant garde dont nous avons parlé. Ceci ne doit pas être interprété dans le sens d'un processus linéaire du "nationalisme au marxisme". De même que pour le développement de toute l'extrême-gauche, il s'agit d'un processus inégal et contradictoire, qui résulte à son tour d'une absence d'un pôle marxiste révolutionnaire suffisamment implanté, capable de donner à cette radicalisation des réponses politiques et de démontrer son efficacité pratique par sa capacité à susciter et prendre la tête de luttes de masse contre l'oppression nationale.

L'isolement de militants d'ETA(V) face à la répression (malgré la sympathie sentimentale, mais jamais cristallisée organisationnellement, dont ils jouissent auprès des de larges secteurs populaires) n'est que le résultat logique de leur politique, basée exclusivement sur des actions de commandos détachées de toute activité continue et cohérente au sein du mouvement ouvrier et du mouvement de masse en général. Mais cette incapacité de l'ETA V n'a pas été compensée par une intervention suffisante de la part des organisations révolutionnaires.

Tout ce qui a été dit antérieurement nous permet de définir l'orientation actuelle des Marxistes Révolutionnaires dans ce secteur d'intervention: faire en sorte que le prolétariat assure résolument la lutte contre l'oppression nationale. Et le chemin en est la conquête de l'hégémonie sur les secteurs radicalisés autour de cette lutte en offrant une alternative organisationnelle et politique efficace, aussi bien face au nationalisme radical que face au réformisme.

Pour cela trois axes doivent présider dans la période actuelle à notre activité dans ce secteur.



campagne politique autour de

l'autodétermination

Même si l'objectif de ces campagnes est le même pour Euskadi et le reste de l'Etat nous devons différencier le type de propagande (c'est-à-dire sur quoi nous mettons l'accent, sur quoi nous existons) qui s'adressera de préférence aux masses de la nationalité basque ou à celles du reste de l'Etat.

a) En Euskadi, nous devons populariser = notre attitude sur l'autodétermination, en polémiquant aussi bien contre l'étroitesse du point de vue nationaliste que contre les pseudo-solutions réformistes. Face aux nationalistes qui trouvent "abstraite", "peu radicale" la revendication d'autodétermination, nous devons insister sur le point de vue de classe du prolétariat pour qui la nation n'est pas un absolu a-historique, mais une phase dans le développement de la société. Nous devons mettre l'accent sur le caractère de l'autodétermination comme seule solution démocratique à l'oppression nationale. Mais nous devons surtout combattre l'orientation utopique de la stratégie autonome sur laquelle se base la pratique politique des nationalistes radicaux. Nous devons dénoncer le rôle réactionnaire du nationalisme par rapport à ce fait, sa tendance à faire passer l'unité avec la Bourgeoisie intérieure avant l'unité de la classe ouvrière de tous les peuples de la péninsule (bien que dans les derniers temps, il tente de masquer cela par sa phraséologie).

b) Dans le reste de l'Etat espagnol, la position des Marxistes Révolutionnaires devra se baser surtout sur l'éducation systématique du droit du peuple basque à la séparation. Sans abandonner la lutte contre le nationalisme petit-bourgeois, il faut combattre le chauvinisme de grande puissance, et en même temps tout point de vue opportuniste (type PCE) de la question nationale. Nous ajouterons à cette activité propagandiste régulière, en tant que Marxistes Révolutionnaires, l'impulsion de campagnes au niveau de l'Etat tout entier, en solidarité avec la lutte contre l'oppression nationale que nous résumerons par le mot d'ordre: SOLIDARITE AVEC EUSKADI.

Mais ce ne sera toujours que pure théorie si cela ne s'accompagne pas d'une activité pratique de lutte contre toute manifestation d'oppression nationale. Dès aujourd'hui, nous sommes en mesure de présenter aux nationalistes des bilans sur l'activité concrète autour des ikastolas, sur la lutte contre la répression, sur la propagande, les initiatives centrales, la popularisation de mots d'ordre au sein d'organismes unitaires etc... Cependant ETA V et les autres organisations nationalistes auront des difficultés à présenter des résultats concrets. Ceci deviendra encore plus clair à l'avenir. En tant que Communistes, nous devons démontrer = dans la pratique que nous sommes les premiers dans la lutte, dans le combat concret = contre toute manifestation d'oppression nationale. Nous avons aujourd'hui la possibilité de peser sur les processus de rupture = qui s'annoncent dans la V°. Sans faire aucune concession à l'opportunisme, nous devons être capables de proposer aux secteurs en rupture un cadre cohérent dans lequel la lutte contre l'oppression nationale trouvera sa place au sein du processus global contre la dictature et pour la Révolution Socialiste. Nous devons être aussi capables de plac-

er ces militants devant le dilemme concret de choisir entre le nationalisme et le marxisme, en dénonçant toute sortie éclectique de synthèse "dialiectique" entre l'un et l'autre.

LA LUTTE CONTRE L'OPPRESSION

La répression contre les militants nationalistes est une donnée constante de la période, comme l'est aussi l'incapacité de ETA V ou de toute autre formation nationaliste de riposter à cette répression par quelque forme de mobilisation que ce soit. Notre propre faiblesse organisationnelle nous a empêché = jusqu'à maintenant de susciter des réponses significatives de ce type (bien qu'au niveau de la propagande nous ayons riposté à chaque assassinat, à chaque procès militaire, etc) = Après la fusion avec la LCR et l'extension = à tout l'état qui en découle, nous pourrions = donner plus d'impulsion à ce type d'initiative.

Parmi les mots d'ordre que nous impulsions dans les organismes unitaires, on doit inclure non seulement ceux qui concernent la lutte contre la répression en général, mais encore, face à toute nouvelle escalade répressive = en Euskadi, ceux qui se réfèrent à la persécution criminelle des combattants nationalistes. Le mot d'ordre de notre dernière assemblée: "ARRETONS PAR DES MOBILISATIONS DE MASSE IMMEDIATES, L'ESCALADE DES ASSASSINATS DES COMBATTANTS NATIONALISTES" doit occuper un poste central dans notre propagande et = notre agitation.

NOTRE INTERVENTION DANS LES IKASTOLAS (1)

(1) écoles en langue basque

Le caractère semi-légal avec lequel elles = sont nées, le processus qu'elles ont développé depuis et le caractère autonome de leur structure et de leur financement (aussi bien par rapport à l'enseignement officiel = qu'entre elles) ont été des facteurs qui ont permis qu'aient existé et qu'existent encore certaines ikastolas comme organismes contrôlés plus ou moins directement par les forces populaires ou par les secteurs de la = bourgeoisie basque qui les alimentent. Pour la dictature, rompre directement (répressivement) ce caractère des ikastolas et les = convertir en centres contrôlés directement = par le gouvernement, comme le sont les écoles les universités, etc..., est très problématique. Mais toute une série de pressions et de mesures "indirectes" du gouvernement, unies à l'aide de la politique technocratique de la bourgeoisie basque, en fait que cette autonomie des ikastolas à tendance à disparaître. La logique même des faits conduit à = l'accélération de ce processus (cf. Mondragon, Oñate, Iruña, etc...).

La dictature combine envers les ikastolas une politique d'intégration - prêts pour la construction des centres, etc - et de restriction - délais pour la construction de ces centres - si l'on veut que l'ikastola continue - sans abandonner une ligne de répression directe dans d'autres cas.

La bourgeoisie basque (nous excluons ici la petite-bourgeoisie radicalisée et nous référons plutôt à la technocratie pro-basque du style ELA) se lance directement dans le contrôle de l'ikastola en s'appuyant sur des moyens économiques (Mondragón) ou bien attend que la politique du gouvernement finisse par étouffer ces noyaux où l'ikastola garde encore son caractère populaire, pour se présenter alors comme l'alternative - qui possède en outre les moyens économiques suffisants de recharge des forces populaires de l'ikastola.

Dans ce contexte, on comprend facilement que le processus de radicalisation puissent atteindre des rythmes vertigineux dans les secteurs des ouvriers, des instituteurs, de la jeunesse, de la petite-bourgeoisie, liés aux ikastolas populaires. Deux types de facteurs pèsent à l'origine sur ces processus de radicalisation.

a) Des facteurs objectifs

- incapacité de garder économiquement les ikastolas.
- caractère chaque fois plus net de purs salariés, des maîtres auxquels on impose les plans d'étude, la pédagogie.++
Contrairement à ce qui se passait autrefois.

b) Des facteurs politiques plus immédiats

- caractère explosif-particulièrement accentué par le caractère historique des ikastolas- de l'application de la Loi Générale de l'Enseignement dans le milieu (bien que des secteurs, peu sensibles, comme ETA V, à tout ce qui n'est pas directement un "problème national" basque, jouent un rôle modérateur à ce sujet).
- affrontements croissants qui se politisent entre les courants populaires (2) et technocratiques.
- lien immédiat avec la problématique de la question nationale et de plus en plus avec celle de l'enseignement capitaliste en général.

Dans ces circonstances, le combat que les Révolutionnaires peuvent jouer dans les ikastolas à l'inconvénient d'aller contre le temps. La perspective d'un triomphe "technocratique" est, à moyen terme inévitable. Mais l'intervention des Révolutionnaires au cours de cette période peut atteindre divers objectifs.

a) Une défense plus massive de l'Euskadi sans enfermer sa solution dans les ikastolas (où en plus il ne peut être résolu) est en l'amplifiant au mouvement étudiant et même au mouvement ouvrier. C'est un problème que nous ne devons pas oublier. Prétendre que les ikastolas résolvent le problème du bilinguisme, c'est les convertir en panthéons de l'Euskera. C'est pourquoi la politisation de des conflits qui doivent nécessairement éclater dans les ikastolas au cours de la période qui vient, accompagnée d'une constante activité en faveur du bilinguisme hors du cadre de l'ikastola, doit pouvoir trouver un plus grand écho populaire pour la défense de l'Euskera.

b) Un accroissement de l'influence révolutionnaire, et des Marxistes Révolutionnaires en particulier, sur les franges de la

jeunesse qui se politisent sur le problème national en général et autour des ikastola en particulier.

Ceci est important surtout en Guipuzcoa où la structuration sociale de la population fait que l'implantation des Marxistes Révolutionnaires doit combiner le travail ouvrier et populaire. C'est important aussi dans les villages de Biscaye qui sont en dehors de la zone de Bilbao (Amorebieta, Durango, Guernica, Ondarroa, etc...)

c) Une délimitation claire des zones respectives du nationalisme traditionnel (PNV) ou technocratique (ELA) qui aboutisse à un plus grand isolement de ces courants. Dans la mesure où son attitude est contradictoire, cette intervention permettra aussi d'aiguiser les contradictions au sein du nationalisme radical (ETA V).

De fait les dernières expériences ont montré que la voie qui rend le mieux possible les triomphes immédiats est d'amener la politique aux ikastolas (signalons le cas de quelques ikastolas de Guipuzcoa où, pour des raisons de ce type, une moitié de représentant populaires se sont introduits dans le Comité, malgré les pressions économiques, construction de locaux - qu'il y avait). Mais nous insistons ces possibilités ont déjà commencé leur course descendante. Il faut donc lutter contre le temps.

C'est dans ce cadre que se définit le problème dans les ikastolas. Pour définir ce problème il faut tenir compte:

- a) du cadre que nous avons défini
- b) du type de fonctionnement des ikastolas (larges réunions avec la participation des instituteurs, des parents cotisants etc...)
- c) du type de groupement que l'on peut réaliser autour des 4 axes suivants:

1°-DEFENSE DE L'EUSKERA ET DE L'EDUCATION PROGRESSISTE CONTRE LA REPRESSION

- pour la liberté de l'Euskera: bilinguisme dans tout l'enseignement
- subvention de l'Etat pour les ikastolas populaires
- enseignement bilingue gratuit dans les Ecoles Nationales
- appui de l'Etat à l'extension de l'Euskera
- pour un enseignement laïque et progressiste
- pour "l'Euskera batua" (basque unifié)
- union des ikastolas populaires: coordination et aide mutuelle pour résoudre les problèmes de pédagogie, euskera batua, économiques... face aux Jauntxos (directeurs de l'ikastola)
- coordination avec des comités de quartiers, commissions ouvrières, comités étudiants.

2°-POUR UNE DEMOCRATIE REELLE DANS LES IKASTOLAS.

- égalité de participation des irakasles (enseignants) occupés par les problèmes de l'Euskera et de l'éducation.
- Qu'aucun irakasle n'ait à subir des mesures disciplinaires à cause de ses idées politiques. Halte à la collaboration jauntxos-dictature.

-Pour des plans d'enseignement réalisés == par les irakasles et les responsables de l'éducation et expliqués aux parents.====
 -Face aux comités despotiques,cléricaux et "techniques",face à la politique divisionniste des jauntxos:
 +unité des ikastolas populaires
 +unité des maîtres,des progressistes concernés de la jeunesse et du peuple.
 +halte au chantage contre les parents et les instituteurs.

3°-POUR L'UNION DES IRAKASLES,DES MAITRES D'ECOLE NATIONAUX,DES ETUDIANTS ET DES PROFESSEURS.

-Pour les droits des maîtres,contrats fixes sécurité sociale,salaires décents.
 -Contre la Loi Générale de l'Education.
 -Pour un enseignement progressiste.

NOTES

1)Nous nous référeront exclusivement à celles régies par le régime de coopératives autonomes qui sont celles qui,actuellement,permettent un travail politique.Les paroissiales restent hors du cadre de la présente analyse.

4°-POUR LE DROIT A L'AUTO DETERMINATION D'EUSKADI.

-Pour la culture populaire basque.
 -Défense de toutes les personnes réprimées par la dictature.
 - A BAS LA DICTATURE FRANQUISTE.

Notre proposition organisationnelle est donc de créer un large courant autour de ces= 4 axes.Ce serait un courant unitaire et autonome par rapport à nous(bien que nous tenterions de radicaliser les positions en son sein) Mais ce qui actuellement est urgent et réalisable,c'est l'unification de tous les secteurs radicalisés des ikastolas autour de certains= axes politiques qui permettront d'atteindre = les objectifs que nous avons fixé(faire sortir des ikastolas la défense de l'euskera,etc...) et d'opposer des positions claires aux manœuvres de la bourgeoisie technocratique.

2)Malgré l'ambiguïté du terme,nous croyons que,-dans les ikastolas-nous pouvons y englober tout le courant progressiste le plus politisé qui comprend des secteurs ouvriers et de la petite bourgeoisie et subit les influences de == ETA(V) et de l'extrême gauche.

LUTTE ARMEE: sur le ZUTIK n° 64 2/1974

de ETA (V^{ème})



A la fin du mois de mai,ETA(V) a publié un Zutik!.Le thème central du texte concerne l'execution de Carrero Blanco.La critique que = nous publions ci-dessous se réfère seulement à une partie de ce Zutik!:la partie intitulée "Articuler la lutte armée avec l'action de masse ouvrière et populaire=l'unique voie".

Dans desnumeros antérieurs de Zutik!,Combate et d'autres publications de notre courant, = nous avons exposé nos conceptions sur la crise de la dictature,l'execution de Carrero et la signification du gouvernement Arias qui = constituent les autres thèmes qu'aborde la récente publication d'ETA(V).Nous renvoyons à = eux pour la discussion politique sur ces problèmes là.Ici nous ne débattons que de l'article cité.

Avant de commencer,il nous paraît utile de préciser que c'est la première fois que la direction d'ETA(V) expose sous une forme extensive et systématique ses positions sur l'action armée et la relation de celle-ci avec le mouvement de masse.Aussi,ce Zutik! présente, en partie au moins,un caractère programmatique pour ETA(V).Il exige donc une analyse en profondeur.

Cependant notre critique ne prétend pas être complète car nous abordons seulement quelques uns des problèmes(ceux qui nous paraissent centraux)de ce Zutik!Mais nous continuerons notre problématique sur ce thème dans de futures publications.(cf par ailleurs les débats sur l'Amérique Latine du Xème Congrès Mondial de la IVème Internationale-NDLR).

eta(v) et la lutte armée

1 les fondements politiques donnés par les camarades de l'ETA(V) sur la lutte armée comprennent deux parties:

1°-La première essaie de démontrer la maturité des conditions pour la mettre en pratique:

a)au niveau objectif:"...Des raisons d'ordre objectif poussent donc à la continuité = fasciste et à la violence répressive comme une que solution possible au maintien de l'oligarchie dans sa position dominante.Et pour cela, = toute stratégie qui n'assume pas cette analyse et qui,en conséquence,ne met pas en son centre l'absolue nécessité de la lutte armée comme = stratégie libératrice,est inévitablement vouée à l'échec."

b)au niveau subjectif:"...la lutte armée naquit au début motivée par la contradiction nationale.Graduellement et sans perdre en aucun moment ce premier caractère,elle acquit un sens croissant de classe.Une telle évolution liée à la trajectoire politique et idéologique d'ETA,a déterminé que ce type de lutte constituât aujourd'hui la forme d'expression révolutionnaire de larges secteurs de la classe travailleuse basque,et la réponse de ceux-ci à leur situation:spécifique d'oppression et d'exploit-

tation"(...) "Cela constitue un phénomène objectif, réel, c'est un fait. Ce qui implique que en Euskadi, les conditions pour la pratique et le développement de la lutte armée sont réunies".

c)-Liée à cette maturité des conditions et pour éviter que celles-ci ne se détériorent ou-ce qui, selon ETA(V), est la même chose-pour éviter que le régime puisse se libéraliser et intégrer les masses: "...Nous devons frapper == de façon croissante l'appareil répressif de l'oligarchie; cela aiguise les tensions entre = "ultras" et partisans de l'"ouverture", cela provoquera la réaction fasciste des premiers et = par conséquent, précipitera l'interruption de la libéralisation du régime". Et cela seulement == peut servir à faire avancer la révolution parce que "le fascisme suppose un progrès dans la radicalisation des masses".

2°-La deuxième partie essaie d'expliquer l'interrelation entre lutte armée et mouvement de masse. En résumé, leur explication est la suivante:

a)-"Seul le mouvement organisé des exploités et opprimés, seules les masses par leur action et leur immense force, peuvent vaincre = le système de domination bourgeois; et par la = même, une organisation qui, se prétendant révolutionnaire, ne les place pas au centre de sa stratégie et n'oeuvre pas en conséquence, est inconcevable".

b)-"L'action de masse a un plafond; celui-ci est directement lié à la violence que = décide d'employer l'appareil répressif; les possibilités d'actionner une dynamique de masse = sont diminuées quand augmente la répression" = (...) "K. de Zumbeltz, auteur de l'Iraultza I, écrivait déjà en 1968-à l'apogée de la campagne populaire contre l'assassinat de Txabi Etxebarrieta-que la répression, en un moment donné, == pouvait rendre pratiquement impossible les mobilisations de masse. Il est instructif de voir comment la réalité actuelle d'Euskadi confirme mot pour mot les paroles de notre camarade".

c)-Mais les masses "possèdent deux façons de se manifester dans l'activité révolutionnaire:

+dans la lutte directe et ouverte contre = les forces de répression; ce sont les formes == classiques, communes, de l'action de masse.

+Indirectement et clandestinement en collaborant au niveau logistique et en nourrissant numériquement l'organisation révolutionnaire, la minorité structurée". (...).

"Par la progression du processus révolutionnaire, les formes classiques de l'action de masse, se font plus difficiles et passent en second lieu au moment où = devient plus important l'activité de caractère clandestin conçue en intime collaboration avec le noyau politico-militaire."

d)-"L'objectif de l'avant-garde est de s'implanter de plus en plus dans les masses. C'est ce qui est véritablement positif. Mais cette implantation, cette identification, peut ne pas provenir uniquement de son travail d'agitation de masse (...). L'adhésion à l'avant-garde, la conjonction de celle-ci avec les masses, peut provenir et être le produit de sa pratique militaire; se traduisant alors par un appui logistique et effectif, croissant et puissant des masses au noyau politico-militaire."

e)-La tâche est double et combinée: avancer dans le processus révolutionnaire en == combinant la lutte armée avec l'agitation de = masse.

a) des erreurs subjectivistes

1° analyse sur laquelle se basent les conclusions politiques du Zutik!64 est surchargée d'erreurs subjectivistes.

Toutes ces erreurs ont un fond et un objectif communs: créer imaginairement une situation, et particulièrement un niveau de conscience chez les travailleurs, qui permettent de "donner raison" à la politique et à la pratique de l'activisme minoritaire. Voyons cela en trois points:

1) En premier lieu, les camarades d'ETA (V) affirment que les conditions de la lutte armée sont maintenant réunies car aujourd'hui elle est "la forme d'expression révolutionnaire de larges secteurs de la classe travailleuse = basque". La conclusion immédiate que l'on tire est que de la même façon que personne ne peut s'opposer aux piquets d'extension de grève depuis que le mouvement ouvrier lui-même les a = assumés plusieurs fois, personne ne peut se dire révolutionnaire s'il n'assume pas immédiatement la lutte armée.

Mais là le tour de passe-passe et la distorsion de la réalité que font ces camarades, devient trop évident. Les piquets d'extension = ont été expérimentés par des milliers d'ouvriers depuis la grève de la construction de Madrid en 71, jusqu'à la dernière grève générale de Tolosa, en passant par Ferrol, Vigo, San Adrian Pampelune et par un grand nombre d'autres luttes. Nous insistons: par des milliers d'ouvriers c'est à dire par le mouvement même et au travers de la manière unique par laquelle il peut acquérir son expérience: les actions de masse. Mais, dans quelle grève, dans quelle manifestation, dans quelle lutte le mouvement a-t-il == expérimenté la pratique de la lutte armée? Dans aucune.

Que les ouvriers regardent avec sympathie et se réjouissent d'un attentat contre la CNS ou de l'exécution d'une personnalité comme Carrero, c'est une réalité évidente. Mais que l'on puisse identifier cette sympathie pour les actions que réalise ETA(V) au fait que la lutte armée soit dès aujourd'hui la "forme d'expression révolutionnaire de larges secteurs de la classe" est une falsification non moins évidente. Précisément parce que les conditions objectives sont maintenant mûres pour que la révolution prolétarienne soit un problème-objectivement aussi-à l'ordre du jour, on doit dire que si l'expression du mouvement était la lutte armée, nous serions déjà dans une situation de crise révolutionnaire, d'insurrection ou de guerre civile. Or où que l'on regarde, ce n'est pas la situation actuelle.

2) La seconde distorsion de la réalité que nous trouvons dans ce Zutik!, consiste en = cette théorie d'un plafond imposé par la répression aux mobilisations "classiques" (?) de masse. Et on ajoute que "la réalité actuelle de Euskadi" confirme "l'impossibilité de mobilisations = de masse" comme cela était déjà prévu dans l'Iraultza I-en 1968.

Aussi inconcevable que cela paraisse, les mobilisations ouvrières de la Rive Gauche (Bilbao) en février 1969, les luttes de Burgos en 1970 = et les récentes vagues de grèves (et pas seulement ouvrières) qui ont culminé avec la grande grève générale de Pampelune l'an dernier, mais encore toute la situation actuelle des luttes

(Pampelune, Tolosa, Berriz, ...) ne sont pas pour ETA(V) des "mobilisations de masse". Mais que == sont-elles alors?

Nous avons ici le type d'analyse subjectiviste, c'est à dire petit-bourgeois, des plus effrontées que l'on peut trouver. C'est justement dans une période dont la caractéristique la plus importante est la montée des mobilisations de == masse, qu'ETA(V) affirme aussi tranquillement = que la réalité actuelle est une démonstration "instructive" de l'impossibilité des mobilisations.

Une fois de plus, "si la réalité ne se plie pas à notre théorie... tant pis pour la réalité!"

Mais la falsification de la réalité concrète dans l'analyse n'est pas accidentelle. C'est une couverture pour justifier une démarche d'activisme minoritaire, en marge de ces extraordinaires mobilisations.

3)-Mais comme il deviendrait très difficile de comprendre que, d'un côté, l'expression des masses soit la lutte armée et que, d'un autre côté, les masses se voient empêchées, chaque fois davantage, de se mobiliser, le Zutik!64 fait place à une forme "spéciale" d'action des masses: "l'activité de celles-ci, de caractère clandestin, en intime collaboration avec le noyau politico-militaire".

Mais cette forme d'action des masses "n'existe, une fois de plus, que dans la tête des rédacteurs de Zutik! Qu'il existe quelques dizaines ou même jusqu'à cinq ou six centaines de personnes "nourrissant numériquement l'organisation ETA (V)", soit! Mais, qu'est ce que cela? Uniquement et exclusivement la somme de militants de l'organisation; plus une série de collaborateurs. == Quel caractère de masse cela a-t-il? Aucun. En second lieu, il est totalement faux de parler d'actions de masse clandestines. Même dans des situations de guerre civile nées d'un développement d'une armée de guérilla (comme dans les actuelles colonies portugaises), il serait illusoire de parler de la clandestinité des masses. Et encore plus, donner un caractère d'action == des masses à l'appui qu'obtient ETA(V), c'est = confondre volontairement la conscience (et l'activité par conséquence) d'une série d'individus avec l'action des masses.

Et de plus, une telle forme de compréhension = du processus révolutionnaire suppose renverser tout le développement de prise de conscience = qui s'effectue dans les masses. La conscience = des travailleurs provient uniquement et exclusivement de l'expérience acquise à travers leurs propres activités. Pour cela, la conscience révolutionnaire des masses (et encore plus la conscience de la nécessité de la "lutte armée") ne = peut provenir que d'expériences ayant "sédimenté" en elles au travers d'actions à objectif = révolutionnaire. Et ces actions ne peuvent que s'opposer ouvertement au régime bourgeois. L'activité clandestine d'une série d'individus, malgré toute l'importance qu'elle a comme appui à l'organisation révolutionnaire, ne peut jamais remplacer cette expérience née de l'action directe de milliers et de milliers de travail- = leurs. Cela n'est pas seulement l'"abc" de la == théorie léniniste de l'organisation, c'est en = plus l'enseignement fondamental de toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Beaucoup plus claire devient cette erreur d'analyse des camarades d'ETA(V) quand ils affirment que "par la progression du processus révolutionnaire, les formes classiques d'action = de masse se font plus difficiles et passent au second plan". Comment peut-on comprendre cela = quand seulement une page avant, il est affirmé que "seules les masses par leur action... peuvent vaincre le système de domination bourgeois"

(souligné par nous). L'unique façon d'être cohérent devant de telles affirmations contradictoires, c'est de maintenir que, y compris pour = le renversement de l'état bourgeois et l'installation de la dictature du prolétariat(1), l'"action" des masses peut se réduire à l'"appui numérique et logistique" à ETA(V). Mais cela, justement cela, n'est qu'une démonstration du mépris (anti-marxiste) quant au mouvement de masse. Ce mépris est celui qui a caractérisé depuis = toujours les illusions utopiques de la petite bourgeoisie.

Tout cet ensemble d'échafaudages subjectiviste et petit bourgeois, sert de trame à la politique d'ETA(V). Si l'"action" des masses n'est pas leur propre action directe, mais leur appui clandestin à l'"organisation révolutionnaire", il est facile de conclure que l'implantation = de l'avant garde dans le mouvement se traduit par l'"appui logistique" de celui-ci à celle là.

Mais allons au fond. L'action des masses c'est leur appui clandestin à l'organisation, celle-ci peut se désintéresser de toute tâche = qui poserait comme point central l'impulsion = de l'auto-organisation des masses pour le renversement du capitalisme.(2).

La preuve la plus concluante en est fournie par la propre ETA(V). Quel programme offrent ces camarades aux luttes en cours? Quelle est leur attitude face aux commissions ouvrières ou au mouvement étudiant? Comment conçoivent-ils et = articulent-ils les revendications les plus immédiates avec les consignes démocratiques et = anti-capitalistes? Quel modèle de socialisme défendent-ils? Jamais, aucune de ces questions n'a été expliquée par ETA(V). Comme non plus ETA(V) n'a jamais réalisé d'intervention réellement = insérée parmi les luttes des masses elles-mêmes. C'est le produit logique et nécessaire de la = distorsion dans l'analyse de la réalité.

A travers toute cette série de fausses théorisations affirmer qu'une organisation "ne pourra concourir à prendre révolutionnairement la tête de la lutte libératrice des masses que == dans la mesure où elle saura recueillir, ordonner, et faire avancer... toutes et chacune de = leurs aspirations" devient uniquement ceci: une affirmation; un credo sans aucune réalité ni = dans la théorie ni dans la pratique organisationnelle; un credo, de plus, pour cacher le manque absolu d'une politique de masse.

b) l'absence de perspective stratégique

Si depuis toujours, le manque de cohérence stratégique a constitué une caractéristique = d'ETA(V), cette carence se fait beaucoup plus patente dans ce Zutik!. Car lorsqu'on essaie = de théoriser sur le lien entre l'action de == masse et l'activité armée de l'avant-garde, le manque d'une perspective stratégique dans laquelle cadrer ces actions de masse et cette = lutte armée, amène à situer l'action armée-nécessairement-par dessus et en marge de l'action de masse.

"Notre dynamique armée est le produit logique de l'analyse concrète d'une situation créée: la lutte de classes aujourd'hui en Euskadi. Et des tâches révolutionnaires que cette analyse impose:

1°) Généraliser la lutte armée

Le dépassement de la phase actuelle d'activisme minoritaire pour atteindre le stade de insurrectionnel, ne peut être rendu possible qu'à travers la pratique constante de cette = forme de combat. La lutte armée généralisée, l'armée populaire, ne naissent pas d'elles mêmes"

Jusqu'à maintenant, la perspective stratégique que d'ETA(V) était de créer une Armée Populaire qui occuperait les zones libérées de plus en plus grandes. Se créerait ainsi une situation de guerre civile qui culminerait avec l'expulsion des forces militaires et répressives de la métropole (Espagne) hors de la nation colonisée (Euskadi).

Mais le paragraphe cité mélange, sans qu'on puisse comprendre ni sa logique stratégique, ni sa cohérence militaire, le problème de l'armement des masses, de l'armée populaire, = de l'insurrection et de la guerre civile. Cette insurrection, qu'est-elle?: la culmination d'une guerre de libération prolongée ou la prise du pouvoir initiale à travers laquelle se crée la guerre civile? Et alors, cette armée = populaire, qu'est-elle?: une armée qui libère des zones, etc... avant qu'ait eu lieu l'insurrection ou une armée rouge, construite à travers la prise du pouvoir, pour la défense du = nouvel état ouvrier? Mais de plus que veut dire "état insurrectionnel"? Simplement l'attitude des masses envers l'armement ou le coup d'état révolutionnaire? Et s'il s'agit de ce dernier? Comment se fait une insurrection en Euskadi seule à l'intérieur du cadre multinational de l'état espagnol?

Nous pourrions continuer avec une série de questions auxquelles ce Zutik 164 ne répond absolument pas. En réalité l'erreur part d'une fausse appréciation de la dynamique réelle de la = lutte des classes dans notre pays. Pour ETA(V), la destruction de la dictature franquiste et == celle du régime capitaliste sont totalement identifiées et constituent un acte unique ("démantèlement de la dictature et par là même écroulement de la domination capitaliste").

Mais il s'agit d'un type d'analyse excessivement schématique. Le type de dictature (fasciste, militaire, démocratique...) par lequel la bourgeoisie maintient sa domination, ne signifie pas une nature de classe différente de l'état: dans tous ces cas il reste un Etat bourgeois. La Suisse, la Hollande ou la France n'ont pas de dictature militaire comme celle de l'état espagnol, mais sont également des états bourgeois. Le Portugal (la bourgeoisie et les militaires portugais plus concrètement) vient de démanteler la dictature Caetano-zalariste; mais l'état portugais reste un état bourgeois.

A notre sens, les camarades d'ETA(V) ne tirent pas, ni au niveau de la perspective stratégique, ni au niveau des tâches révolutionnaires, les conséquences nécessaires de leur analyse préalable sur les contradictions et la crise actuelle de la bourgeoisie espagnole et de sa dictature.

Nous reconnaissons avec eux que le maintien de la dictature franquiste constitue aujourd'hui une condition nécessaire pour les plans de la = bourgeoisie. Son démantèlement, dans une situation de mobilisations de masses, comme celle que nous connaissons, - autrement cela se pourrait-il? - a de fortes chances d'initier un processus révolutionnaire que la bourgeoisie ne pourra arrêter (cf notre pensée stratégique de Révolution Permanente en tant que trotskystes - et non spontanéistes... --NDLR--).

Mais la montée des luttes de masse, l'aiguinement de la crise de la dictature et les discussions inter-bourgeoises conséquentes, vont == créer de nouvelles situations. Toute la dynamique actuelle de la lutte de classes la pousse à déboucher sur une Grève Générale Révolutionnaire.

C'est à dire sur une période de grèves politiques de masse, avec divers affrontements semi-insurrectionnels avec les forces répressives et avec atteinte du mouvement de masse à la propriété capitaliste.

Et une fois cette situation atteinte, l'actuelle dictature franquiste ne sera pas-comme = dit ETA(V) - l'élément fondamental de la radicalisation dans les luttes. S'il en était ainsi, il y aurait longtemps que la bourgeoisie lui aurait substitué une autre forme (également bourgeoise) de domination politique. C'est, au contraire, le = meilleur instrument sur lequel compte la bourgeoisie pour freiner la montée du mouvement. Mais précisément pour cela, si le mouvement se = trouve alors dans la rue, à l'offensive par des grèves politiques et semi-insurrectionnelles, la dictature franquiste aura fini de jouer son rôle. Il sera plus rentable pour la bourgeoisie (comme elle l'a fait - pour d'autres raisons - au Portugal) de concéder les libertés démocratiques dans le but d'en faire un leurre pour tromper les masses. A partir de là, elle utilisera (comme au Portugal) les partis réformistes pour freiner la combativité ouvrière et populaire. Pendant le répit, elle visera, soit à assurer l'intégration du mouvement (ce qui est peu probable), soit à se préparer (comme au Chili) à une réorganisation de ses = forces en vue d'un "golpe" (soit fasciste, soit = militaire, ou une combinaison des deux).

Cette situation de démantèlement de la dictature qui s'ouvre, comme résultat de l'action directe des masses sous forme de grève générale révolutionnaire, imposera à l'avant-garde == des tâches révolutionnaires bien précises. Parmi elles, les plus fondamentales consisteront à impulser et renforcer les organes du double == pouvoir (soviets, conseils ouvriers, etc...) qui = seront apparus dans la Grève Générale Révolutionnaire, et par un travail combiné:

a) d'une part désagréger l'armée en impulsant l'organisation de "comités révolutionnaires de soldats"

b) d'autre part, créer et consolider des milices armées révolutionnaires.

Toute cette perspective stratégique pose, aujourd'hui déjà, une série de tâches. Préparer la Grève Générale Révolutionnaire et assurer = sa transcendance vers la révolution socialiste, exige, en premier lieu, que les masses réalisent des expériences croissantes de lutte, non seulement sur des objectifs immédiats, mais aussi sur des consignes démocratiques et anti-capitalistes. En deuxième lieu, elle exige de renforcer l'auto-organisation des masses dans leurs luttes, par des assemblées, comités de grève élus et révocables, comités généraux de grève, etc... En troisième lieu, elle pose et exige la nécessité d'expériences du mouvement de masse sur = la violence révolutionnaire, la création d'organes permanents d'auto-défense liés aux Commissions Ouvrières et le commencement d'un travail anti-militariste au sein de l'armée et de la = jeunesse.



c) quelles tâches?

Victimes de leur absence de perspective stratégique et de leur fausse analyse du développement de la conscience dans le mouvement, les camarades d'ETA(V) se voient dans l'impossibilité de définir correctement les tâches - tant autonomes qu'au sein du mouvement de masse. Ces tâches à propos de la violence révolutionnaire (comprenant ici l'auto-défense de masse et l'activité armée d'avant-garde qu'il s'agit de situer entre deux coordonnées concrètes:

a) la préparation des conditions pour

réussir les affrontements se produisant pendant la grève générale révolutionnaire et le développement postérieur du travail de désagrégation de l'armée et de création de milices révolutionnaires.

b) Il est nécessaire que le mouvement lui-même, par ses expériences actuelles confirme l'efficacité de l'auto-défense à assurer ses victoires partielles et, de cette façon, s'éduque à travers sa propre action sur la nécessité de la violence révolutionnaire.

Hors de ces données concrètes, affirmer que la révolution ne peut être que violente et armée, bien que ces affirmations soient très correctes, ne sert à rien. En France, aux Etats Unis au Danemark et en Irlande, aussi, la révolution sera violente et armée. Mais il serait absurde de penser que les problèmes de la violence révolutionnaire puissent se poser aujourd'hui, sous la même forme, dans tous ces pays (cf. problème de GARI en France-NDLR).

De façon très concrète, il faut poser la question ainsi:

1)-Le démantèlement de la dictature, sous produit de l'action directe du mouvement de masse sous forme de grève générale révolutionnaire, va rencontrer une féroce résistance de secteurs suffisamment importants, y compris dans l'appareil de l'état: Garde Civile, Brigade Politique et Sociale, bandes fascistes, "alferces provisionales" (étudiants, équivalent de la préparation militaire supérieure) et y compris certains secteurs de l'armée.

De part leur nature, l'opposition - au moins initiale - de ces secteurs sera une opposition armée; la condition pour les neutraliser efficacement ne se trouve pas dans les hypothétiques manœuvres que peut faire le gros de la bourgeoisie, qui a opté pour le démantèlement de la dictature (comme sous produit de l'action de masse, nous insistons une fois de plus), ou les secteurs de l'armée qui soutiennent cette bourgeoisie. En tout cas, cette bourgeoisie et cette armée se verront obligées de freiner l'opposition armée des "pôches" fascistes s'ils se rendent compte que le mouvement de masses répond, avec armes et milices organisées, à l'opposition armée de la droite.

Mais cela pose la nécessité de l'éducation du mouvement sur la violence révolutionnaire - armée (au moins des secteurs significatifs du mouvement et de son avant garde large) avant que ces affrontements se produisent.

2)-C'est sur ce terrain que la théorie du "plafond" des actions de masse (et non là où l'explique le Zutik d'ETA(V)) doit se poser: dans ce sens, si le mouvement et son avant-garde large ne se trouvent pas préparés, et n'ont pas expérimenté, avant, la violence révolutionnaire armée, les possibilités de détruire la dictature franquiste seront plus hasardeuses.

3)-Mais précisément pour cela, la tâche la plus importante que l'organisation révolutionnaire doit poser en cette période est celle d'impulser au sein du mouvement de masse et dans l'activité de son avant garde large, des expériences d'auto-défense qui répondent aux nécessités qui se posent déjà sur ce terrain, éduquent le mouvement sur la violence révolutionnaire, et permettent de forger les premiers détachements permanents d'auto-défense liés aux Commissions Ouvrières et aux organismes larges des autres secteurs en lutte.

Mais comme le déclarait le 3ème Congrès de la LCR (fin 1973): "les marxistes révolutionnaires ne peuvent se limiter en ce domaine à défendre de façon propagandiste les modalités et les techniques qu'exige l'auto-défense - les initiatives autonomes jouent ici aussi un rôle irremplaçable dans l'éducation de la violence

de l'avant garde large et des masses. Les marxistes révolutionnaires doivent être capables de construire les noyaux fondamentaux tant des piquets massifs qu'apparaissent à l'occasion de luttes, qu'en la formation des nécessaires détachements permanents d'auto-défense au sein des Commissions Ouvrières. Pour cela, non seulement il est indispensable d'avoir une orientation politique correcte, mais aussi de se doter d'une structure organisationnelle adéquate et d'une préparation technique suffisante".

En d'autres termes, la tâche prioritaire consiste à combiner un travail au sein des Commissions Ouvrières et d'autres organismes larges pour organiser à partir d'eux l'auto-défense = des luttes, avec un travail d'initiatives autonomes de la propre organisation. Et, en même temps, ces deux travaux doivent se combiner tant dans l'introduction de l'auto-défense dans les luttes de masse, de façon qu'elle soit assumée par de larges secteurs du mouvement (comme ce fut - c'est le cas le plus illustratif - pendant la grève générale d'El Ferrol), que dans l'organisation de détachements permanents d'auto-défense liés aux Commissions Ouvrières.

4)-Mais, constater que le renversement de la dictature va exiger une auto-défense armée, pose une série de problèmes. Citons de nouveau les résolutions du IIIème Congrès de la LCR, "tirer les justes conclusions de la période où nous nous trouvons signifie affronter les tâches actuelles de la perspective du combat armé, de la formation de milices ouvrières surgies des piquets larges d'auto-défense, des détachements des Commissions Ouvrières et des groupes armés des organisations révolutionnaires. La nécessité d'introduire la violence armée dans le mouvement est une tâche actuelle; moins que quel qu'autre question, cette tâche ne peut être abandonnée aux mains de spontanistes, ni de conceptions gradualistes qui pensent que le mouvement doit passer obligatoirement par une large expérience de l'auto-défense non armée avant de commencer son éducation à un niveau supérieur.

Cette tâche s'appuie non seulement sur la propagande et l'explication des marxistes révolutionnaires, mais aussi sur les initiatives pratiques qui, à l'étape actuelle, ne peuvent revêtir que la forme d'initiatives armées de la propre organisation, déterminées en fonction de l'état concret du mouvement de masse, de façon qu'elles puissent engendrer une élévation du niveau de conscience des franges de celui-ci ou, pour le moins, de son avant garde large. Cela signifie considérer que ces initiatives armées occasionnelles, non seulement ne s'opposent pas à un travail de masse, mais qu'elles sont appropriées et nécessaires à son développement concret (Propagande Armée, Evasion de prisonniers politiques, Expropriations, Manifestations armées etc...-NDLR)

Seule cette conception de l'activité militaire permet de combattre autant le militarisme que le spontanisme. Elle permet d'assurer l'éducation de l'avant garde large sur la nécessité d'"armer les masses du désir de s'armer".

appendice

Effectivement, il ne doit pas y avoir d'opposition entre les initiatives armées de l'avant-garde et l'action de masse. Il n'y a pas de contradiction à condition que celles-ci se déterminent en fonction de l'état concret des masses et servent à impulser l'organisation du mouvement vers le renversement de la dictature et vers la destruction de l'état bourgeois.

Mais précisément parceque, d'après les termes de son Zutik164, ETA(V) pose ces tâches comme des "tâches de différents niveaux", son activité militaire ne s'inscrit ni dans les exigences actuelles de lutte de classe, ni ne répond à l'éducation politique et au renforcement organisationnel du mouvement et de son avant garde large.

En dernier lieu, le Zutik164 n'aborde pas sur un plan concret ce qu'il promettait, par le titre de son troisième chapitre que nous avons critiqué: "articuler la lutte armée avec l'action de masse". Hors d'une perspective stratégique claire, d'une analyse correcte sur l'actuelle montée des luttes et sur le niveau actuel de conscience du mouvement et de son avant garde, cette "articulation se voit remplacée dans ce Zutik1 par de pures affirmations. Ce n'est pas à force de dire qu'il faut articuler ensemble l'activité armée et l'action de masse qu'une telle articulation va se produire. Pour cela, les raisonnements exposés dans le Zutik164 servent



seulement à donner une couverture théorique pseudo-révolutionnaire à une orientation pratique qui, fondamentalement, s'est maintenue jusqu'à présent, l'activisme minoritaire, en marge de l'action du mouvement de masse.



NOTES

1)-Pour sûr, pour éviter les équivoques, il se rait utile que les camarades d'ETA(V) expliquent leur position face à l'abolition de la propriété privée et à la dictature du prolétariat, car leurs affirmations sur l'état socialiste basque ne sont d'habitude accompagnées d'aucune explication sur ces deux questions.

2)-Il est édifiant, par exemple, que l'unique activité d'ETA(V) (nous présumons qu'il s'agissait bien de cette organisation, bien que ce ne soit plus une information confirmée) en relation avec la grève générale des ouvriers de Tolosa en solidarité avec leurs camarades de l'entreprise EMUA, ait été l'incendie de la maison du patron de cette entreprise et la bombe posée au siège de la CNS de Tolosa. Indépendamment du fait de savoir si cette action fut bonne ou mauvaise pour la grève de Tolosa, ce qui est édifiant, c'est qu'elle fut l'unique activité d'ETA(V) face à la grève.



ZUTOK !

ORGANO DE LA DIRECCION UNIFICADA DE EUSKADI
ETA-VI- LCR

iraultza ala hil!



E.T.A. (VI)



COMBATE

ORGANO DE LA L.C.R.-E.T.A.-VI-

Imprimerie 34 rue des Blanchers
TOULOUSE

ORGANIZACION SIMPATIZANTE DE LA IV INTERNACIONAL

PRIX 3 F 50